



**HAL**  
open science

## 'Dans les forêts d'Adjarie...': Franchir la frontière turco-soviétique, 1922-1937

Etienne Peyrat

► **To cite this version:**

Etienne Peyrat. 'Dans les forêts d'Adjarie...': Franchir la frontière turco-soviétique, 1922-1937. Diasporas. Circulations, migrations, histoire, 2015, 23-24, pp.164 - 184. hal-03568262

**HAL Id: hal-03568262**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03568262>**

Submitted on 12 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# « Dans les forêts d'Adjarie... » :

## Franchir la frontière turco-soviétique, 1922-1937

ÉTIENNE FORESTIER - PEYRAT

**A** la fin de mars 1937, un certain Gerhard Rosenberg, qui se présente comme un ouvrier suisse au chômage, est arrêté en franchissant la frontière turco-soviétique, dans la région de Batoumi. Racontant son périple depuis la Suisse à travers toute l'Europe centrale et la Turquie, Rosenberg ne parvient cependant pas à convaincre les gardes-frontières de la véracité de ses propos. Ceux-ci le poussent dans ses retranchements en l'interrogeant sur la valeur de la livre turque, sur les distances entre les lieux qu'il dit avoir traversés et en viennent enfin à lui demander si la ville de Kars se trouve au bord de la mer. Désarçonné, le prévenu affirme d'abord que oui, avant de se reprendre et de parler d'un « grand lac »<sup>1</sup>. Après plusieurs interrogatoires, le prévenu avoue avoir menti sur son identité et son parcours. Adolf Gatter – tel est son vrai nom – est un communiste autrichien réfugié en URSS après l'écrasement du *Schutzbund* dans sa patrie en 1934. Déçu par l'Union soviétique, il souhaite repartir en Autriche en 1936, mais l'ambassade lui adresse une fin de non-recevoir. Il décide alors de tenter sa chance en franchissant clandestinement la frontière caucasienne, emportant avec lui un guide touristique de la Turquie, dont l'étude lui a permis de donner les descriptions faites au premier interrogatoire. En se faisant passer pour un immigrant, Gatter espérait en réalité se faire expulser d'URSS.

## Étienne forestier-peyrat ■

L'affaire Gatter, en dépit de ses caractères originaux, attire l'attention sur la question, encore trop peu étudiée, des migrations et circulations aux frontières soviétiques. Une vision héritée de la Guerre froide, partiellement reprise par quelques historiens des années 1990, a enraciné l'idée d'une frontière très rapidement fermée par les autorités soviétiques dans les années 1920. L'histoire des frontières soviétiques était alors « l'histoire de leur fermeture »<sup>2</sup>. Cette théorie était cependant inséparable d'une survalorisation du pouvoir concret des autorités soviétiques et de la capacité des autorités centrales à faire appliquer leurs décisions sur l'ensemble du territoire. Dans la pratique, les zones frontalières au Caucase, en Asie centrale, en Sibérie orientale et en Europe centrale, demeurent des zones de circulation intense dans les années 1920<sup>3</sup>. Si la frontière européenne du pays voit les contrôles s'intensifier dès cette époque, en raison de tensions politiques et d'un meilleur ancrage du régime, les marges « asiatiques » restent des espaces de passage jusqu'à la fin des années 1930<sup>4</sup>. Le territoire soviétique demeure donc, dans ces régions, au cœur de circulations plus vastes qui parcourent l'espace eurasiatique. Certaines, notamment les migrations de travail de ressortissants des pays voisins, en particulier chinois, coréens, turcs et persans, remontent au XIX<sup>e</sup> siècle. D'autres sont liées aux transformations connues par les régions concernées lors de la Première Guerre mondiale et de l'entre-deux-guerres.

Toute étude des frontières de l'Union soviétique dans l'entre-deux-guerres invite donc à relire les capacités de projection de l'État soviétique, les transformations qu'il exerce sur son territoire politique et économique. Il s'agit donc de fournir un nouveau regard sur le remodelage spatial opéré par le communisme en parallèle de sa révolution sociale et politique. Dans le même temps, les archives essentiellement utilisées ici, celles des gardes-frontières soviétiques de Géorgie, révèlent la grande variété des circulations observables au Caucase<sup>5</sup>. Travailleurs migrants, marchands transfrontaliers, fugitifs politiques, déserteurs ou criminels constituent le quotidien de cette frontière. Ces groupes disposent de stratégies variées pour franchir la frontière. Lorsqu'ils sont arrêtés et inculpés pour violation de l'article 84 du Code pénal soviétique, concernant le franchissement clandestin de la frontière, les individus

1. Protocole d'interrogatoire, 25 mars 1937, Archives du Ministère de l'Intérieur de Géorgie, Fonds du Ministère de l'Intérieur (SSShA ShA), Tbilissi, f. 6, d. 37781-07-147, l. 6-9 et 12-16.

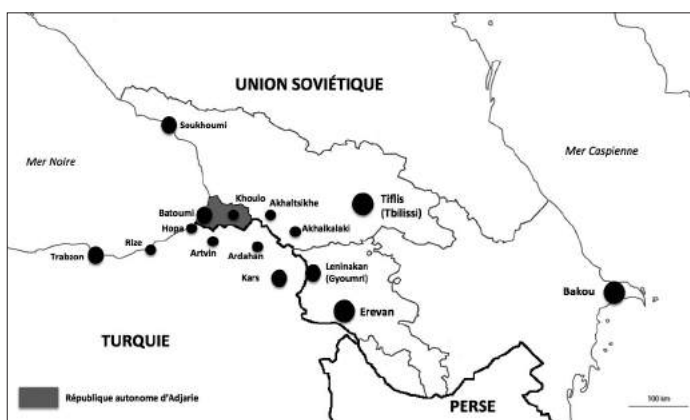
2. Pour reprendre un titre de Yuri Fel'shtinskij, *K istorii nashej zakrytosti*, Moscou, Terra, 1991 ; Andrea Chandler, *Institutions of Isolation: Border Controls in the Soviet Union and its Successor States, 1917-1933*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1998.

3. Pour les circulations en Ukraine jusque dans les années 1930, voir Hiroaki Kuromiya, *The Voices of the Dead. Stalin's Great Terror in the 1930s*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2007, *passim*.

4. Cette question reste très peu étudiée. Voir cependant Sören Urbansky, « Der betrunkene Kosake. Schmuggel im sino-russischen Grenzland (circa 1860-1930) », in Martin Aust (dir.), *Globalisierung imperial und sozialistisch. Russland und die Sowjetunion in der Globalgeschichte 1851-1991*, Frankfurt-New York, Campus, 2013, p. 301-332 ; Charles Shaw, « Friendship under Lock and Key: The Soviet Central Asian Border, 1918-1934 », *Central Asian Survey*, vol. 30, n° 3-4, 2011, p. 331-348.

5. Ces fonds, essentiellement rédigés en géorgien et en russe, se trouvent aux archives du ministère de l'Intérieur géorgien, à Tbilissi. Concernant l'usage des archives d'État soviétiques, voir le dossier « Archives et nouvelles sources de l'histoire soviétique, une réévaluation », *Cahiers du monde russe*, vol. 40, n° 1-2, 1999.

## ■ dans les forêts d'adjarie...



« L'Adjarie dans son contexte régional (années 1920-1930) ».  
© Carte auteur.

recourent à une large palette de justifications. Les dossiers d'archives étudiés révèlent comment, à travers l'interaction entre gardes-frontières et violeurs de frontières, se lit l'implantation progressive du pouvoir soviétique et ses limites.

La région choisie, l'Adjarie, est une contrée vallonnée et forestière du littoral de la mer Noire. Conquise par les Russes après la guerre de 1877-1878, elle change à plusieurs reprises de mains au cours de la Première Guerre mondiale et des indépendances caucasiennes de 1918-1921<sup>6</sup>. En vertu du traité de Moscou du 16 mars 1921, signé entre la Turquie et la Russie soviétique, l'Adjarie devient une république autonome au sein de la nouvelle Géorgie soviétique<sup>7</sup>. Habitée par une population linguistiquement et ethniquement apparentée aux Géorgiens, mais musulmane, l'Adjarie constitue un des espaces de transition des confins entre Turquie et Russie depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Disposant de liens étroits avec les régions turques voisines, elle témoigne du maintien, au début des années 1920, de découpages économiques, géographiques et ethniques qui ne correspondent pas au nouveau découpage politique. Du côté turc, elle trouve un équivalent dans la région côtière du Lazistan,

peuplée elle aussi d'une population caucasienne partiellement turcisée, qui reste un défi pour le nouveau pouvoir kémaliste<sup>8</sup>.

### LA VIE LOCALE DE LA FRONTIÈRE

L'octroi à l'Adjarie d'un statut de république autonome au sein de la jeune république soviétique de Géorgie s'inscrit dans un arrangement politique avec la Turquie, qui vise à rendre acceptable l'abandon par les Kémalistes de leurs prétentions sur ce territoire. Il s'accompagne de dispositions destinées à faciliter les circulations transfrontalières locales, qui sont vues comme vitales pour les régions divisées par la nouvelle frontière. En mars 1922, un accord facilitant les circulations frontalières est signé entre la Géorgie et la Turquie. Il permet aux populations d'une bande de 15 verstes (16 kilomètres) de large de part et d'autre de se rendre de l'autre côté de la frontière, pour de courtes durées, sur la base de documents délivrés par les autorités locales<sup>9</sup>. Cet accord permet de maintenir, au cours des années 1920, de nombreux liens frontaliers à l'échelle du littoral. La possession de terres agricoles de l'autre côté de la frontière demeure cou-

## Étienne forestier-peyrat ■

rante et reste intégrée dans les stratégies familiales et matrimoniales, puisqu'elle sert parfois à lotir un enfant de la famille<sup>10</sup>. Se poursuivent de même la transhumance pastorale et les circulations commerciales et religieuses. Cette persistance a été soulignée dans l'ouvrage consacré à la frontière adjare contemporaine par l'anthropologue Mathijs Pelkmans. Sur la base d'entretiens avec les habitants les plus âgés du village géorgien de Sarpi, il souligne le maintien jusqu'au milieu des années 1930 de liens forts entre Sarpi et Hopa, les deux localités frontalières de la côte<sup>11</sup>. Jusqu'en 1924, les enfants du côté soviétique continuent ainsi à se rendre à la *madrasa* en Turquie et le cimetière se trouve dans le village turc de Hopa. La Turquie continue à fournir la majorité des *mollahs* servant en Adjarie, ce qui alimente les craintes des autorités locales du Parti sur le maintien d'influences religieuses extérieures<sup>12</sup>. Sur le plan des relations sociales, Mathijs Pelkmans met en avant le maintien de mariages transfrontaliers. Entre 1920 et 1937, ces mariages représentent à Sarpi 36 % du total, contre 57 % pour les mariages internes au village<sup>13</sup>.

Le maintien de ces circulations révèle une politique générale de tolérance, aux différents échelons du système soviétique. Au niveau central, le maintien d'une politique d'ouverture vise à concrétiser les bonnes relations avec la Turquie kémaliste dans la première moitié des années 1920. Ces bonnes relations découlent de l'alliance « anti-impérialiste » nouée au début des années 1920 et se traduisent pendant la première moitié de la décennie par de nombreuses coopérations dans l'arène internationale<sup>14</sup>. Au niveau le plus local, le contrôle souple des circulations frontalières fait figure de ressource politique exploitée par les notables et fonctionnaires du Parti et de l'État<sup>15</sup>. Ceux-ci, habilités à délivrer les laissez-passer, en font fréquemment l'instrument de création et d'entretien d'une clientèle<sup>16</sup>. Les divergences socio-économiques croissantes entre les deux côtés de la frontière, caractérisées par un niveau de vie globalement plus élevé du côté soviétique mais des

6. La ville est successivement occupée par les Ottomans, les Britanniques et les Géorgiens. Mustafa Sarı, *Türkiye-Kafkasya İlişkilerinde Batum (1917-1921)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 2014.

7. Sur les transformations subies par l'Adjarie pendant la période tsariste, voir Jemal Karalidze, *Ach'ara 1878-1903 ts'lebshi: Polit'ikuri, ekonomikuri da sotsialuri vitareba*, Batumi, Shota Rustavelis sakh. sakhelmtsipo universiteti, 2009; J.H.R., « The Russo-Turkish Boundary of 1921 », *The Geographical Journal*, vol. 61, n° 3, mars 1923, p. 209-212.

8. Alexandre Toumarkine, *Les Lazes en Turquie (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Istanbul, Isis, 1995.

9. Accord de circulation frontalière entre la RSS de Géorgie et la Turquie, mars 1922, *Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes* (PA AA), R. 243.740.

10. Déposition d'Ahmet Pagava, non daté, circa octobre 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3232-14, l. 11-12.

11. Mathijs Pelkmans, *Defending the Border. Identity, Religion, and Modernity in the Republic of Georgia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2006, p. 26-28.

12. Décision du chef du bataillon frontalier de Batoumi, 13 mai 1927, SSShA ShA, f. 6, d. 27464-69, l. 21-22.

13. Mathijs Pelkmans, op. cit., p. 54-55.

14. Samuel Hirst, « Transnational Anti-Imperialism and the National Forces. Soviet Diplomacy and Turkey, 1920-1923 », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 33, n° 2, 2013, p. 214-226.

15. Se comportant ainsi en « frontaliers transnationaux », selon la formule d'Oscar Martinez, *Border People: Life and Society in the U.S.-Mexico Borderlands*, Tucson, The University of Arizona Press, 1994, p. 59-60.

16. Plus généralement, les dignitaires locaux du Parti se font remarquer par leurs interventions auprès de la Tcheka en faveur d'individus arrêtés pour contrebande ou violation de la frontière : Protocole N° 9 du Comité du Parti d'Adjarie, 17 mars 1924, Archives du Ministère de l'Intérieur de Géorgie, Fonds du Parti communiste (SSShA PA), f. 14, op. 2, d. 72, l. 35.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

pénuries de nombreux produits disponibles du côté turc, accentuent les ressources associées aux trafics transfrontaliers. Cet « effet frontière » accroît le pouvoir des élites locales et les violations des règles générales de circulation<sup>17</sup>. L'implication des dignitaires locaux du Parti est si forte qu'elle donne lieu à une critique en règle en 1925, lorsqu'une commission sur la lutte contre la contrebande établie auprès du Comité régional du Parti de Transcaucasie dresse l'inventaire de leurs méfaits. La distribution indue de laissez-passer à des individus qui n'habitent pas la zone-frontière constitue une des principales critiques, car elle mine les intentions initiales des accords frontaliers<sup>18</sup>.

Ces violations du régime administratif de la frontière s'inscrivent dans le champ plus vaste des multiples détournements qui font de l'Adjarie un des principaux points de passage de la contrebande vers et depuis le Caucase<sup>19</sup>. Pour les six derniers mois de l'année 1925, la douane de Batoumi ne rapporte par exemple que 290 091 roubles de droits de douane, ce que les douaniers locaux expliquent par l'énorme proportion du commerce effectuée en contrebande. Selon eux, près de 90 % des biens importés dans la région le seraient en contrebande<sup>20</sup>. Les produits faisant l'objet d'un monopole d'exportation du côté soviétique, notamment le sucre et l'essence, sont particulièrement prisés par les contrebandiers qui font d'importants bénéfices en Turquie<sup>21</sup>. L'exportation clandestine de devises et de monnaies hors d'URSS constitue un autre poste important de contrebande. À l'inverse, l'importation en Union soviétique de produits agricoles, de textiles divers et de menus articles de consommation constitue le gros du trafic depuis la Turquie. La contrebande commerciale est indissociable de l'échange de nou-

velles politiques, économiques, personnelles, entre les deux côtés de la frontière. À mesure que les années avancent, ces nouvelles semblent de plus en plus précieuses pour les commerçants et contrebandiers, car elles permettent d'anticiper des pénuries et de préparer des « coups ». Ainsi, en août 1927, le commerçant de Hopa Kur Ahmet Oğlu est informé d'une hausse brusque du prix du bétail à Batoumi. Il franchit aussitôt la frontière clandestinement afin de vérifier ces informations sur les marchés de la ville et faire passer, le cas échéant, ses troupeaux<sup>22</sup>. La rumeur est étroitement liée à la situation frontalière et à la circulation asymétrique, entrecoupée et inégale des nouvelles.

La tolérance des autorités soviétiques envers la contrebande et les circulations frontalières en général découle en partie d'un constat pragmatique, celui de leur incapacité à la contrôler. Le dense couvert forestier et la topographie irrégulière des vallées du Chorokh (Çoruh, en turc) et de l'Adjaris-Tskhali compliquent fortement le travail des gardes-frontières, qui doivent établir leurs postes en retrait de la ligne frontalière<sup>23</sup>. Il est facile pour les individus capturés immédiatement sur la frontière d'affirmer qu'ils se sont égarés à cause du brouillard ou de l'invisibilité de la frontière, et n'avaient pas l'intention de faire de la contrebande<sup>24</sup>. De part et d'autre, les autorités policières et judiciaires semblent également satisfaites des différentes formes d'exil volontaire que choisissent les délinquants et criminels. La traversée de la frontière apparaît comme un quasi-substitut à la sanction pénale. Lorsqu'ils reviennent dans leur village d'origine, après quelques mois passés de l'autre côté de la frontière, les individus sont rarement inquiétés par les autorités. Le franchissement de la frontière représente donc une

## Étienne forestier-peyrat ■

des formes de régulation sociale et policière des zones-frontières.

Les circulations pénitentiaires de délinquants et de criminels ne sont cependant tolérées que dans la mesure où elles n'alimentent pas le banditisme transfrontalier, qui constitue une préoccupation majeure pour le pouvoir soviétique des années 1920<sup>25</sup>. Si la propagande soviétique présente volontiers l'impérialisme britannique ou les émigrés caucasiens comme les instigateurs de ces mouvements, le banditisme semble bien plus fortement enraciné dans un contexte local, où les ressources sont rares et les tensions entre villages autour des terres et du bétail anciennes<sup>26</sup>. La surreprésentation des Kurdes dans les bandes, qui s'explique en partie par la continuité avec l'avant-guerre, est alimentée par les discriminations dont ils sont victimes pour le partage des terres en Adjarie soviétique, car ils ne font pas partie de « l'ethnie titulaire » locale<sup>27</sup>. La fuite de déserteur constitue un autre vivier pour les bandes frontalières<sup>28</sup>. La soviétisation et le nouveau tracé de la frontière constituent des ressources supplémentaires en même temps que des obstacles pour les bandits. La zone frontalière turque assure aux brigands un espace de repli et une protection juridique, en raison de la réticence des autorités turques à sévir contre des infractions commises hors de leur territoire. Quelques bandes bien structurées causent des soucis particuliers aux Soviétiques, comme celle de Kasim Kaya, active pendant toutes les années 1920 près d'Akhalt-sikhe. La bande se spécialise dans l'enlèvement de bétail dans les pâturages de la région et dans la contrebande de textile<sup>29</sup>.

Pour les Soviétiques, le banditisme frontalier constitue un phénomène politiquement ambigu. D'un côté, il témoigne de l'incapacité à contrôler la frontière, due au faible nombre de gardes-frontières, à leur intégration limitée à la société locale et au relief désavantageux. D'un autre côté, le banditisme constitue une occa-

17. Sur la question des modifications de frontières et de régimes dans la production d'effets frontières dans l'entre-deux-guerres, voir Nikolaus Wolf, « Path dependent border effects: the case of Poland's reunification (1918-1939) », *Explorations in Economic History* 42, 2005, p. 414-438.

18. Protocole N° 13 de session du présidium du Comité régional transcaucasien du Parti, 10-11 mars 1926, Archives d'État de Géorgie (SUITsA), f. 804, op. 1, d. 675, l. 3-4.

19. Décision du Comité régional transcaucasien du Parti, non daté (décembre 1924), SSShA PA, f. 13, op. 2, d. 18, l. 204-205.

20. Rapport de l'Administration transcaucasienne des douanes pour la période juillet-décembre 1925, février 1926, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 860, l. 2-5.

21. Décision du bataillon frontalière de Batoumi concernant Celal Tatar Oğlu et Abdul Vaidj Oğlu, 29 mars 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3238-15, l. 26.

22. Protocole d'interrogatoire de Kur Ahmet Oğlu, 22 septembre 1927, SSShA ShA, f. 6, d. 27353-58, l. 4-5.

23. Merab Vachnadze, Vakhtang Guruli (dir.), *Ach'ara rusi diplomat'is tvalit 1921-1922. K. Iust'is mokhseneba*, Tbilissi, 1998, p. 22.

24. Protocole d'interrogatoire de I'smail Mashkhatidze, 6 mai 1927, SSShA ShA, f. 6, d. 27467-69, l. 7.

25. Protocole d'interrogatoire de Hamit Mehmet Oğlu, 12 mai 1928, SSShA ShA, f. 6, d. 2839-7, l. 109.

26. Pour une intéressante comparaison avec l'exemple grec, voir Michael Herzfeld, « "As in your own house": Hospitality, Ethnography, and the Stereotype of the Mediterranean Society », in David Gilmore (ed.), *Honor and Shame in the Unity of the Mediterranean*, Washington, American Anthropological Association, 1987, p. 75-89.

27. A.D. Chernev (dir.), « *sekretno* » : *Lubjanka-Stal'inu o položhenii v strane (1922-1934 gg.)*, T. 4, P. 1, Moscou, Institut Historii RAN, 2001, p. 385 et 434.

28. Interrogatoire de Mustafa Sof Oğlu, 6 novembre 1927, SSShA ShA, f. 6, d. 2825-4, l. 10. Sur la question du lien entre désertion et banditisme, voir les remarques faites à propos du cas chinois dans Phil Billingsley, *Bandits in Republican China*, Stanford, Stanford University Press, 1988, p. 27.

29. Témoignages des habitants des villages d'Intel, Dibet, Agara et Khrian sur l'activité de la bande de Kasim Kaya, avril 1928, SSShA ShA, f. 6, d. 2839-7, l. 80-101.



## ■ dans les forêts d'adjarie...



« Paysage frontalier adjar ». W. Rickmer Rickmers, « Lazistan and Ajaristan », *The Geographical Journal*, Vol. 84, N° 6 (Déc. 1934), p. 469.  
© W. Rickmer Rickmers.

sion de nouer des relations avec la population civile locale, fondées sur la protection des biens et des personnes<sup>30</sup>. Cette occasion est précieuse pour des gardes-frontières largement isolés de la population locale. Issus en presque totalité des régions slaves de l'URSS, ils ne maîtrisent que peu les langues et coutumes locales<sup>31</sup>. Cet isolement est illustré très directement par les dossiers conservés dans les archives géorgiennes, qui révèlent un recours systématique à des traducteurs depuis le turc et le géorgien<sup>32</sup>. Les gardes-frontières, dans leur travail auprès de la population locale, sont ainsi appelés par les autorités du Parti à montrer la communauté d'intérêts entre l'État et les citoyens de la zone-frontière<sup>33</sup>. Les affaires de violence commises par les bandes contre des individus sont mises en avant par les fonctionnaires soviétiques. Dans l'affaire de la bande de Kasim Kaya, le viol et le meurtre de la fille d'un paysan de la région d'Akhalsikhe, Suleyman Yusuf Oğlu, figurent en tête des chefs d'accusa-

« Formulaire soviétique d'enregistrement des étrangers », 1927 (SSShA ShA, Fonds 6, Dossier 27463-69).  
© Archives du ministère de l'Intérieur de Géorgie.

tion, devant d'autres cas de violence contre la population locale. C'est ainsi l'antagonisme entre les brigands et la population civile qui est mis en avant et non pas celui avec le pouvoir soviétique<sup>34</sup>. Cette approche révèle une politique plus générale qui vise à éviter les affrontements directs, au profit d'une modification socio-économique de la zone-frontière et de formes plus discrètes de contrôle frontalier<sup>35</sup>.

### DES MIGRATIONS OUBLIÉES : LES TURCS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les circulations locales autour de la nouvelle frontière s'articulent étroitement



## Étienne forestier-peyrat ■

à des circulations à l'échelle de la Transcaucasie, voire du territoire soviétique entier. Le passage par l'Adjarie apparaît fréquemment, pour les migrants originaires de Turquie, comme une étape vers le reste de la Géorgie, l'Ukraine ou la Russie. Ces migrations proviennent essentiellement des régions du littoral turc et d'Anatolie orientale, où les conditions économiques demeurent extrêmement difficiles dans les premières années de la république. L'ampleur de ces migrations est attestée par le consul britannique à Trébizonde, Matthews, qui fait à l'été 1928 une tournée dans la région de Rize, près de la frontière. À Hopa, il s'entretient avec le sous-préfet (*kaymakam*) local, Ahmed Bey, qui lui explique que beaucoup d'hommes de la région se rendent en Russie pour y trouver du travail. La plupart d'entre eux y exercent la profession de boulanger et certains « [se rendent] jusqu'à Moscou, qui est une ville plus grande que la Moscou d'avant-guerre et où le manque de logements se fait cruellement sentir »<sup>36</sup>. Le travail en Russie est nettement plus rémunérateur que celui qu'ils peuvent trouver en Anatolie orientale. Cependant, les travailleurs migrants se heurtent à des difficultés pour rapatrier leurs gains en Turquie, car les Russes interdisent l'exportation de devise. Heureusement, conclut le *kaymakam*, « ils [arrivent] fréquemment à les faire sortir clandestinement ».

La question des migrations turques en Russie et en Union soviétique demeure largement inexplorée. Elle n'est pas sans précédent, puisque les dernières années de l'époque tsariste voient d'importantes migrations suivre les mêmes itinéraires. Travailleurs arméniens, grecs, assyriens ou lazès se rendent ainsi dans les villes et campagnes de l'Empire russe, où ils disposent fréquemment de spécialisations professionnelles<sup>37</sup>. Les migrations des populations musulmanes depuis la Turquie vers la Russie demeurent cependant moins étudiées que celles en sens inverse, qui voient les musulmans de Russie chercher un refuge dans l'Empire otto-

30. Suivant un schéma classique développé par Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschmeyer, Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back in*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1985, p. 169-191.

31. Cela les isole aussi des institutions soviétiques locales elles-mêmes, où le russe n'est que partiellement maîtrisé. Protocole n° 43 du présidium du Comité du Parti d'Adjarie, 8 novembre 1926, SSShA PA, f. 14, op. 3, d. 73, l. 146-147.

32. De manière plus diffuse, on remarque de très nombreuses erreurs dans le report de l'onomasie aussi bien géorgienne que turque, ainsi que dans la transcription de certains termes du quotidien, évoqués à l'occasion d'affaires précises.

33. La position soviétique consiste à nier l'existence d'un « banditisme social » et à présenter les bandits comme des tenants de l'ordre établi. Paradoxalement, un même débat a eu lieu entre Eric Hobsbawm et Anton Blok sur l'existence du « banditisme social ». Eric Hobsbawm, *Bandits*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1969 ; pour une vision critique, voir Anton Blok, « The Peasant and the Brigand: Social Banditry Reconsidered », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 14, n° 4, Sept. 1972, p. 494-503.

34. Témoignage de Suleyman Yusuf Oğlu, 29 mars 1926, SSShA ShA, f. 6, d. 2839-7, l. 67.

35. Le développement de réseaux frontaliers de renseignements s'inscrit dans cette politique « préventive ». Rapport du plénipotentiaire du Commissariat au Commerce extérieur en ZFSR, Ivanjan, juillet 1924, SUITSa, f. 804, op. 1, d. 487, l. 106.

36. Rapport du consul Matthews à Sir G. Clerk, Trébizonde, 7 juillet 1928, Archives nationales du Royaume-Uni (TNA), FO 424/269, p. 17-18.

37. Pour un aperçu des mouvements migratoires depuis et vers la Russie tsariste, voir Lutz Häfner, « Russland und die Welt: Das Zarenreich in der Migrationsgeschichte des langen 19 Jahrhunderts », in Martin Aust (dir.), *op. cit.*, p. 64-83.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

man<sup>38</sup>. Dans un espace connexe, les migrations de travailleurs iraniens vers le Caucase russe ont fait l'objet de travaux plus nombreux<sup>39</sup>. En revanche, la question des migrations de travail vers l'Union soviétique n'est abordée que de manière annexe dans les travaux sur la période. Comme l'indique le rapport du consul Matthews, l'immigration vers l'URSS demeure pourtant un phénomène important dans les pays voisins du Caucase soviétique. Si cette immigration repose sur la permanence de réseaux antérieurs, elle est également soutenue et encadrée par le pouvoir central soviétique, qui crée en 1922 une Commission pour l'immigration et l'émigration agricoles et industrielles<sup>40</sup>. Mais cette commission est essentiellement tournée vers les relations avec les pays européens et les États-Unis, alors que les formes encadrées de migrations vers le Caucase soviétique sont gérées au niveau régional. L'initiative de l'appel à la main-d'œuvre étrangère est fréquemment le fait d'organisations locales. C'est ainsi qu'en 1926 le Conseil des commissaires du peuple abkhaze dépose auprès du gouvernement de Transcaucasie une requête pour faire venir cent pêcheurs expérimentés du Lazistan turc, pour mettre en place une industrie de pêche au dauphin<sup>41</sup>.

Il apparaît à ce stade difficile d'établir des chiffres sur le nombre de migrants turcs en Union soviétique dans l'entre-deux-guerres, mais il faut sans doute parler de plusieurs milliers d'individus. La quantification est compliquée par les caractéristiques de cette diaspora. D'une part, elle n'hésite pas à se rendre, au-delà du Caucase, jusqu'en Ukraine, en Russie méridionale ou à Moscou. De plus, les migrants turcs sont essentiellement représentés dans des professions artisanales et individuelles, plus difficiles à saisir par la

statistique que les grandes usines, les mines ou les champs de pétrole qui attirent les migrants iraniens en Azerbaïdjan soviétique. Enfin, la circulation spatiale des migrants turcs s'opère par des déplacements successifs de courte distance, qui les amènent à alterner séjours dans les campagnes et dans les villes. On peut citer le cas de Mehmet Sarı Oğlu, né en 1910 à Rize. Interrogé par les inspecteurs de l'OGPU, il affirme être entré en 1925 en URSS, illégalement. Il séjourne pendant quatre mois en Abkhazie, où il travaille comme journalier au noir, dans une plantation privée de tabac. Il se rend ensuite à Rostov-sur-le-Don, en Russie méridionale, où il travaille dans une coopérative turque de boulangers. Après y avoir travaillé sept mois, il migre à nouveau vers le nord, en Ukraine orientale et finit par se rendre dans la région de Moscou. Là, il est employé, à la fin des années 1920, comme boulanger dans un des combinats créés par la politique stalinienne d'industrialisation<sup>42</sup>.

Si les migrations depuis la Turquie orientale vers la Russie ne constituent pas, comme on l'a dit, une nouveauté, les récits des migrants interrogés par la garde-frontière soviétique révèlent le tournant que constitue fréquemment la Première Guerre mondiale. En raison des revirements du front caucasien, des déplacements de population et des violences de masse perpétrées, de nombreux individus voient leurs trajectoires individuelles brusquement modifiées. De nombreux migrants, déjà installés en Russie, ont été victimes de déportations comme «sujets d'une puissance en guerre», ce qui a fortement modifié la géographie des sujets ottomans dans l'Empire tsariste<sup>43</sup>. Les prisonniers de guerre ottomans en Russie tsariste, estimés à 50 000, constituent un groupe dispersé

sur l'ensemble de la Russie européenne et de la Sibérie<sup>44</sup>. Parfois logés en petits groupes dans les villes elles-mêmes, les prisonniers ottomans voient la pression se relâcher soudainement lors des révolutions de 1917. En dépit des politiques mises en place par l'Empire ottoman puis la Turquie kémaliste pour assurer leur rapatriement, nombre d'entre eux décident de rester en Russie bolchevique. Interrogé en 1929 sur son parcours, Sarı Mahmut Zade raconte avoir été capturé au Caucase en 1916 après avoir servi comme caporal dans l'armée ottomane. Envoyé à Bakou, il y aurait passé sept mois, vraisemblablement sur l'île de Nargin où étaient confinés les prisonniers turcs<sup>45</sup>. De là, il transite vers Vladikavkaz, où il est libéré lors de la révolution d'Octobre et s'installe chez un compatriote comme boulanger<sup>46</sup>. En raison de l'effondrement des structures administratives et politiques dans la région à partir de 1917, les fonctionnaires de l'OGPU n'ont guère les moyens de vérifier les dires des prévenus relatifs à leur vie à cette période. Tout au plus peuvent-ils les croiser avec des témoignages extérieurs. Les migrants turcs arrêtés profitent manifestement de cette opportunité pour présenter leur arrivée initiale en Russie comme contrainte ou en tout cas légitime au regard des circonstances exceptionnelles de l'époque.

### UNE REMISE EN CAUSE DES CIRCULATIONS

L'évocation de la Première Guerre mondiale et de la période de guerre civile en Russie – ou de son pendant, la « guerre d'indépendance » kémaliste de 1919-1922 – apparaît également comme une stratégie pour des individus tenus de justifier leur présence sur le territoire russe, en infraction fréquente des lois en vigueur. La majorité des Turcs d'URSS retournent régulièrement dans leur région d'origine. Il s'agit pour eux de rendre visite à des parents malades, de rapporter l'argent gagné ou encore de séjourner chez eux à l'occasion d'une

38. James H. Meyer, « Immigration, Return, and the Politics of Citizenship. Russian Muslims in the Ottoman Empire, 1860-1914 », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 39, n° 1, Feb. 2007, p. 15-32.

39. Voir par exemple Hassan Hakimian, « Wage Labor and Migration: Persian Workers in Southern Russia, 1880-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 17, n° 4, Nov. 1985, p. 443-462; Kerim Karam Oğlu Shukjurov, *Otkhodnichestvo v Zakavkaz'je iz Juzhnogo Azerbajdzhana (vtoraja tret'xix v.-1905 g.)*, Bakou, Thèse non publiée, 1984; Touraj Atabaki, « Disgruntled Guests: Iranian Subalterns on the Margins of the Russian Empire », *International Review of Social History*, vol. 48, 2003, p. 401-426.

40. Andrea Graziosi, « Foreign Workers in Soviet Russia, 1920-1940: Their Experience and Their Legacy », *International Labor and Working-Class History*, vol. 33, March 1988, p. 38-59.

41. Lettre du Conseil des commissaires du peuple abkhaze au Conseil des commissaires du peuple transcaucasien, 6 février 1926, SSShA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 56.

42. Acte final de l'enquête concernant Mehmet Sarı Oğlu, 6 août 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3229-14, l. 14. Les noms turcs sont reproduits ici tels que transcrits dans les actes d'interrogatoire.

43. Eric Lohr, *Nationalizing the Russian Empire. The Campaign Against Enemy Aliens during World War One*, Cambridge (Ma.)-Londres, Harvard University Press, 2003, p. 128 et 159-160.

44. Yücel Yanıkda, « Ottoman Prisoners of War in Russia, 1914-1922 », *Journal of Contemporary History*, vol. 34, n° 1, Jan. 1999, p. 69-85; Nuri Köstüklü, « I. Dünya Savaşında Rusya'nın Ukrayna ve Diğer Bölgelerindeki Türk Savaş Dair Bazı Tespitler », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, vol. 83, juillet (Temmuz) 2012, p. 1-16.

45. Elsa Brändström, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922, p. 64.

46. Décision de l'officier de la garde-frontière Paraskevopulo, 11 mars 1929, SSShA ShA, f. 6, d. 29241-24, l. 1.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

maladie qui les empêche de travailler<sup>47</sup>. Cependant, leur région d'origine ne semble pas constituer un véritable « espace investi » par ces migrants, qui n'y ont manifestement pas de projets d'avenir<sup>48</sup>. Le retour est vu comme temporaire et les migrants qui tentent de retrouver une place dans leur région d'origine finissent souvent par repartir pour l'Union soviétique. Ces circulations alternées deviennent de plus en plus délicates à partir de la fin des années 1920. Au début de l'année 1926, la GPU de Transcaucasie prend l'initiative de mesures contre les migrants iraniens et turcs. Tchitchérine, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, intervient cependant auprès des autorités de Transcaucasie pour faire suspendre les mesures. Il craint en effet l'impact de telles mesures sur les relations avec deux États qui sont au cœur de la stratégie soviétique d'influence au Proche et Moyen-Orient<sup>49</sup>.

Si la GPU doit renoncer à des expulsions de masse, on observe néanmoins un net durcissement dans l'octroi de visas d'immigration par les consulats soviétiques en Turquie<sup>50</sup>. Le pouvoir soviétique exige des autorités consulaires turques qu'elles soient plus regardantes dans l'octroi de certificats d'identité, pour ne pas en faire profiter des escrocs ou criminels<sup>51</sup>. Les expulsions d'immigrants illégaux se multiplient, fréquemment combinées à des détentions de plusieurs mois visant à dissuader les individus de revenir. Dans les cas où les individus sont soupçonnés d'espionnage ou suspects du point de vue politique, des peines plus sévères encore sont prononcées, comme la déportation vers la Russie centrale, notamment la région d'As-trakhan et la Sibérie occidentale, ou l'envoi en camp de concentration<sup>52</sup>. L'ambassade turque déplore cette politique, qui pousse

les migrants potentiels à la violation de la frontière et à la clandestinité<sup>53</sup>. Celle-ci expose les migrants aux brimades et au chantage de la part de leurs employeurs ou des autorités. Le consulat-général turc à Tiflis souligne les difficultés posées par le travail au noir et la fragilité des migrants face aux arrestations arbitraires.

De fait, les conditions de plus en plus difficiles d'obtention de visas et de documents de séjour encouragent, dans un premier temps, le passage à la clandestinité de migrants auparavant en règle. Les migrants invoquent aussi le coût excessif des visas et passeports, ou la durée des procédures administratives. Ainsi, Mehmet Sarı Oğlu explique qu'il vit depuis 1925 en Union soviétique avec des documents de séjour en ordre. Boulanger à Rostov puis Moscou, il devient membre du *komsomol* en 1929<sup>54</sup>. En novembre 1931, il obtient un visa de l'ambassade turque pour aller visiter sa famille et s'embarquer à Odessa. De retour à Rize, dans sa région natale, il fait l'objet d'une surveillance policière et demande au consulat soviétique un visa de retour en URSS, qui lui est refusé. Cela explique, selon lui, sa traversée clandestine de la frontière en juin 1932<sup>55</sup>. On peut ainsi parler d'un processus de construction de la clandestinité, alors que les années 1920 voyaient une série de mécanismes de régularisation, en particulier pour les individus ayant franchi clandestinement la frontière soviétique, qui pouvait être régularisés auprès des consulats turcs et des départements de surveillance des étrangers de la GPU<sup>56</sup>.

Cette nouvelle politique s'explique tant par les évolutions générales de l'Union soviétique, que par des transformations plus spécifiques à la Transcaucasie. Au niveau de l'URSS, l'année 1926-1927 correspond à ce que l'historiographie anglo-

saxonne a qualifié de « *war scare* », ensemble de rumeurs de guerre sur fond de tensions accrues entre l'URSS et le Royaume-Uni<sup>57</sup>. Ces années voient aussi les premières brèches dans l'édifice de la NEP et une remise en cause progressive du rôle du secteur privé, qui touche fortement les marchands iraniens et turcs installés en URSS, mais aussi les simples migrants employés par des entrepreneurs privés. À l'échelle du Caucase soviétique, ces différentes évolutions trouvent un écho important. Le « *war scare* » s'accompagne de mesures accrues de mobilisation de la population, de contrôle des circulations et de lutte contre l'espionnage. La Tchéka transcaucasienne multiplie au cours de l'année 1926 les rapports sur la menace posée par l'influence culturelle et politique kémaliste parmi les musulmans du Caucase<sup>58</sup>. En juin 1927, une nouvelle loi sur la frontière d'État, plus stricte dans ses dispositions, est adoptée par le gouvernement soviétique. Elle donne lieu au Caucase à la suppression de certains régimes simplifiés de franchissement de la frontière, en particulier à la frontière entre Perse et Azerbaïdjan<sup>59</sup>.

Le contexte caucasien, comme celui de l'Asie centrale, favorisent des craintes très concrètes associées à la possibilité d'insurrections antisoviétiques dans les confins, appuyées sur des solidarités transfrontalières. Quelques années auparavant, la révolte nationaliste géorgienne d'août 1924 s'est appuyée sur le retour d'émigrés antisoviétiques et sur les réseaux de contrebandiers en Turquie<sup>60</sup>. En mars 1929, une nouvelle révolte éclate dans la région frontalière située entre Batoum et Akhaltsikhe. Le facteur déclencheur

47. Acte final d'accusation de Hasan Arap Oğlu, 14 novembre 1929, SSShA ShA, f. 6, d. 29241-45, l. 23.

48. Pour reprendre la distinction effectuée par Paul-André Rosental entre « espace vécu » et « espace investi » dans l'étude des trajectoires de migrants. Voir Paul-André Rosental, « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 45, n° 6, 1990, p. 1403-1431.

49. Lettre du plénipotentiaire du NKID à Tiflis au Comité régional transcaucasien du Parti (*Zakkrajkom*), 16 février 1926, SSShA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 45.

50. Eric Lohr, *Russian Citizenship. From Empire to Soviet Union*, Cambridge (Ma.)-Londres, Harvard University Press, 2012, p. 166-172.

51. Dès 1923, le Département des relations extérieures de Transcaucasie propose une modification de la convention consulaire pour limiter les distributions de passeport par le consulat turc. Lettre au Conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, 29 janvier 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 148, l. 359.

52. Extrait de protocole d'une session spéciale du collège de l'OGPU, 6 avril 1928, SSShA ShA, f. 6, d. 2825-4, feuillet non numéroté.

53. Note verbale de l'ambassade turque à Moscou au NKID (Commissariat aux affaires étrangères), 6 janvier 1926, SSShA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 47-48.

54. Décision du bataillon frontalier de Batoumi, 6 août 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3229-14, l. 14.

55. Protocole d'interrogatoire de Mehmet Sari Oğlu, 6 juin 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3229-14, l. 7.

56. Décision du chef du bataillon frontalier de Batoumi, non datée, circa novembre 1927, SSShA ShA, f. 6, d. 27350-58, l. 22.

57. John P. Sontag, « The Soviet War Scare of 1926-27 », *Russian Review*, vol. 34, n° 1, January 1975, p. 66-77 ; Anna di Biagio, « Moscow, the Comintern, and the War Scare, 1926-1928 », in Silvio Pons, Andrea Romano (éds.), *Russia in the Age of War, 1914-1945*, Milan, Fondazione Giacomo Feltrinelli, 2000, p. 83-102.

58. Ces craintes sont notamment exprimées à l'occasion du congrès de turcologie de Bakou, auquel participent des intellectuels de Turquie. Voir Musa Qasımlı, *Azerbaycan Türklerinin millî mücadele tarihi 1920-1945*, Istanbul, Kaknüs Yayınları, 2006, p. 267-268.

59. Protocole du présidium du Comité régional transcaucasien du Parti, 2 juillet 1927, SSShA PA, f. 13, op. 5, d. 21, l. 138-140.

60. Georges Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens entre URSS et puissances occidentales. Le cas de la Géorgie (1921-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 88-91.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

immédiat de la révolte est la campagne de dévoilement des femmes lancée par le Parti en Transcaucasie<sup>61</sup>. Les autorités perdent le contrôle sur la région pendant plusieurs jours et des forces de la GPU envoyées sur place sont suppléées par des membres du *komsomol* et du Parti<sup>62</sup>. Dans le village de Khulo, un des cœurs de la révolte situé à quinze kilomètres de la frontière, le mouvement prend l'allure d'une revanche des contrebandiers et des brigands, qui menacent de leurs armes les éléments proches du pouvoir soviétique<sup>63</sup>. Après l'écrasement de la révolte, nombre d'entre eux émigrent vers la Turquie, tout en continuant à conserver des liens étroits avec le côté soviétique<sup>64</sup>. Cet événement, qui s'inscrit dans un contexte plus général de troubles des confins caucasiens en 1929-1931 en lien avec la collectivisation et la dékoulakisation, contribue significativement à légitimer un contrôle renforcé de la frontière turco-soviétique<sup>65</sup>.

### LES ÉCHELLES DE LA FUITE

Les révoltes des années 1929-1931 s'accompagnent d'un mouvement de fuite de nombreux citoyens soviétiques hors d'URSS. Si les années 1920 connaissent déjà des formes d'inquiétude du pouvoir soviétique face aux vellétés d'émigration, celles-ci concernent surtout des populations frontalières directement exposées aux influences étrangères et des groupes minoritaires, notamment certaines sectes orthodoxes<sup>66</sup>. À partir de 1929, les sources tant soviétiques qu'étrangères témoignent de la nouvelle ampleur du phénomène. L'Ukraine, le Caucase et l'Asie centrale deviennent des espaces privilégiés de fuite à l'occasion de la collectivisation<sup>67</sup>. Là encore, les travaux demeurent trop peu

nombreux et les archives pertinentes trop peu accessibles pour tracer un tableau d'ensemble du phénomène, au-delà d'allusions dans de nombreux travaux. La frontière méridionale, en raison de sa longueur, de sa topographie et de sa faible surveillance, apparaît comme particulièrement propice à la fuite. Sur la frontière soviéto-iranienne, des incidents éclatent lorsque les forces soviétiques tentent de poursuivre certains fugitifs et les consuls étrangers notent l'importance numérique des évasions hors d'URSS<sup>68</sup>. Afin de mieux saisir ce mouvement, on s'intéressera successivement à la géographie de la fuite, aux raisons invoquées et aux modes d'organisation.

L'origine géographique des individus joue naturellement un rôle dans le choix du lieu de la fuite. La fuite par la frontière la plus proche apparaît comme un choix logique. Pourtant, la militarisation précoce des frontières européennes pousse un certain nombre de fugitifs à choisir des itinéraires détournés pour quitter le pays<sup>69</sup>. Il n'est pas toujours facile de déterminer la part du hasard et de l'anticipation dans le choix des parcours. Des rencontres imprévues, à l'occasion d'un voyage en train, peuvent bouleverser les projets initiaux. C'est ainsi que la gare de Tiflis (Tbilissi) apparaît comme un lieu-clef, où les chemins bifurquent entre ceux qui choisissent la fuite par l'Adjarie, ceux qui se rendent à Bakou et ceux enfin qui préfèrent l'Arménie. À côté de cette dimension de contingence, il existe néanmoins de véritables savoirs populaires sur la fuite. Ainsi, à un camarade qui hésite sur la possibilité de fuir, Boris Luganskij raconte son expérience, puisqu'il a manqué quelques années plus tôt sa chance de fuir sur la frontière afghane qui est, note-t-il, encore moins surveillée que la frontière turque<sup>70</sup>. De



même, la jeune Tamara Sukhodol'skaja, Russo-polonaise de 19 ans, originaire de Kiev, explique en 1935 aux enquêteurs qu'elle n'a pas choisi la région de Batoum par hasard : « Mon père disait qu'il était beaucoup plus difficile de franchir la frontière avec la Pologne ou la Roumanie que celle avec la Turquie, car il affirmait que les frontières polonaises et roumaines étaient surveillées de manière plus étroite »<sup>71</sup>. Fille d'un ancien propriétaire foncier privé de ses droits civiques et licencié en 1933, Sukhodol'skaja se rend avec lui à Batoum. Lors du trajet, père et fille se perdent. Après avoir erré dans la région frontalière, elle part pour Bakou, où elle rencontre une certaine Vera Selimova avec laquelle elle fuit en Perse par le Turkménistan. Ramenée à la frontière par les gardes-frontières persans, elle est emprisonnée à Ashkhabad pendant plusieurs semaines, avant d'être libérée et de repartir avec un inconnu pour Tbilissi puis Batoumi. Là, elle tente de passer la frontière et elle est arrêtée par les soldats du bataillon frontalier<sup>72</sup>.

Sur la cinquantaine de dossiers analysés portant sur des fugitifs, l'Ukraine orientale et la Russie du Sud dominant largement. L'Ukraine est représentée au total par onze dossiers, la Russie méridionale par cinq, tandis que la Géorgie et l'Abkhazie comptent pour neuf dossiers au total. Moscou, la Sibérie, le Caucase du Nord et la Crimée constituent d'autres foyers secondaires. Si ces données ne permettent pas d'établir de statistiques de la fuite, elles soulignent néanmoins la diversité des parcours possibles jusqu'à l'Adjarie. L'origine géographique des interpellés recoupe partiellement la ventilation en termes d'ethnicité :

61. Protocole de la Conférence transcaucasienne sur les districts frontaliers, 8 juillet 1929, session du soir, SSShA PA, f. 13, op. 7, d. 37, l. 164.

62. Lettre du consulat-général d'Allemagne à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 29 mars 1929, PA AA, Berlin, Länderabteilung IV, Russland, R 84152.

63. Lettre de dénonciation d'Abdullah Surmanidze au chef du bataillon frontalier de Batoumi, 18 mars 1930, SSShA ShA, f. 6, d. 3069-21, l. 21 ; Les Soviétiques incriminent en particulier des « koulaks » et « beks » émigrés, notamment la famille de l'ancien président du Sovnarkom adjar, Khimshiashvili, A.D. Chervet (dir.), *op. cit.* p. 43, 85, 108 ; pour un aperçu général des intrigues politiques, appuyées sur des réseaux émigrés, Otar Gogolishvili, *Anti'sabchota modzraoba ach'arashi 1921-1929 ts'lebshi*, Batoumi, Alioni, 2000.

64. Protocoles d'interrogatoire de Bego Gabaidze, 29 et 30 mars 1930, SSShA ShA, f. 6, d. 3069-21, l. 28-29 et 30.

65. Pour l'analyse et les leçons tirées par les Soviétiques de la révolte de mars 1929, voir les documents rassemblés dans les archives du Comité central du Parti géorgien : SSShA PA, f. 14, op. 4, d. 301, l. 1-207.

66. Voir par exemple, pour la secte des molokans au Caucase, Aram Haytian, « The Molokans in Armenia », *Iran & the Caucasus*, vol. 11, n° 1, 2007, p. 33-44.

67. Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 319-321.

68. Miron Rezun, *The Soviet Union and Iran. Soviet Policy in Iran from the Beginnings of the Pahlavi Dynasty until the Soviet Invasion in 1941*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1981, p. 191-193 ; Henry S. Villard, U.S. Vice-consul in Tehran, Iran, to Stimson, April 25, 1930, RG 59, File 861.00/11430, cité par Asgar M. Asgarov, *Reporting from the Frontlines of the First Cold War*, p. 243-244.

69. Henryk Dominiczak, *Granica wschodnia Rzeczypospolitej Polskiej w latach 1919-1939*, Varsovie, PWN, 1992 ; Halina Łach, « System ochrony i obrony polskiej granicy wschodniej w latach 1921-1938 », in Janusz Gmitruk, Wojciech Włodarkiewicz (dir.), *Stosunki polityczne, wojskowe i gospodarcze Rzeczypospolitej i Związku Radzieckiego w okresie międzywojennym*, Varsovie-Siedlce, Muzeum Historii Polskiego Ruchu Ludowego, 2012, p. 157-172.

70. Protocole d'interrogatoire de Pavel Morozov, non daté, circa juillet-août 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3367-22, l. 9.

71. Protocole d'interrogatoire de Tamara Sukhodol'skaja, 1<sup>er</sup> février 1935, SSShA ShA, f. 6, d. 35195-53, l. 22.

72. Décision du chef de la section spéciale de l'UGB, au sein du NKVD adjar, Krulev, 28 février 1935, SSShA ShA, f. 6, d. 35195-53, ll. 13-14.



## ■ dans les forêts d'adjarie...

13 individus se déclarent russes, cinq ukrainiens, quatre géorgiens, trois juifs, polonais et allemands. La faiblesse relative du nombre de Transcauciens parmi les fugitifs arrêtés s'explique en partie, au-delà d'un facteur numérique absolu, par leur meilleure intégration dans le tissu social local, qui réduit leurs chances d'être démasqués en amont de leur fuite. Les autorités locales apparaissent en effet particulièrement méfiantes envers les individus étrangers à la région. Ceux-ci ne disposent que rarement de réseaux locaux susceptibles de contribuer à leur fuite et sont souvent arrêtés à Batoumi même, alors qu'ils tentent de la préparer.

Les raisons données par les fugitifs pour leur départ n'invoquent, à de très rares exceptions près, aucun motif de nature politique. Les difficultés économiques et l'impossibilité de trouver du travail arrivent largement au premier plan, avec près de 18 mentions. Arrive ensuite la mention d'une origine étrangère, qui justifie le souhait de retrouver sa famille ou ses proches. Pour nombre d'entre eux, cette famille est d'ailleurs assez virtuelle en raison de l'éloignement temporel. Un Bulgare du nom de Fedor Stojanov, né en 1883, explique ainsi qu'il a combattu dans l'armée turque en 1916 et a été fait prisonnier. De 1917 à 1930, il a vécu près d'Odessa et a essayé une première fois de s'enfuir vers la Bulgarie, en vain. Il affirme avoir une sœur et un frère qu'il n'a pas vus depuis dix-sept ans, ainsi qu'une fille d'un premier lit<sup>73</sup>. Bien qu'il n'ait plus de contacts avec eux, il espère les retrouver sur place. Même dans le cas des fugitifs ayant conservé un lien avec leur famille à l'étranger, celui-ci apparaît souvent ténu. Abraham Mashevich affirme ainsi n'avoir plus reçu de lettre de son frère et sa sœur, qui habitent en Palestine, depuis 1923. Cela ne l'empêche

pas de souhaiter ardemment les rejoindre<sup>74</sup>.

Les fugitifs les plus jeunes évoquent la curiosité et l'intérêt pour les pays étrangers (*wanderlust*), avec une mention particulière pour la France et l'Allemagne<sup>75</sup>. Les motivations politiques elles-mêmes sont rarement formulées telles quelles. Lorsqu'elles apparaissent, c'est à la suite de témoignages extérieurs ou d'informations fournies par les autorités du lieu d'origine du prévenu, ce qui permet d'apprendre, par exemple, que le travailleur agricole Schwarzman déclare, lors d'une réunion de *sovkhoe* « que les ouvriers ont faim et que le pouvoir les force à travailler »<sup>76</sup>. Les individus privés de droits politiques (*lishentsy*) ou descendant de catégories socialement condamnées insistent surtout sur le fait que cette situation leur ferme des portes professionnelles et détériore leur position économique. Ils soulignent leurs difficultés à masquer leur origine et l'angoisse dans laquelle ils vivent<sup>77</sup>. Cette angoisse les pousse à tenter de falsifier des documents pour modifier leur origine sociale et l'émigration apparaît comme le prolongement de ces premières transgressions. Les principes de la justice socialiste s'appliquent lourdement pour ces individus qui appartiennent aux classes ennemies du régime et la majorité se voit infliger des peines de camp de concentration de trois à cinq ans<sup>78</sup>.

Une explication *a priori* plus étonnante est celle donnée par les individus qui disent fuir l'Union soviétique à cause de difficultés conjugales. Si la motivation relève apparemment d'une sphère privée qui n'a que peu de choses à voir avec le système soviétique, les déclarations des fugitifs pointent aussi vers une rencontre entre public et privé. Le nouveau rôle de la femme dans la société soviétique a manifestement à voir avec les tensions conju-

## Étienne forestier-peyrat ■

gales. On reproche aux femmes d'être devenues tyranniques, trop libérées, querelleuses. Les fugitifs énoncent parfois clairement ce lien entre conditions sociales et conjugales. Un certain Afanasij Senakhin se plaint ainsi de sa femme qui le persécute « en raison de [son] salaire trop faible », le « fait d'arriver en retard au travail » et à cause de laquelle il a finalement été licencié de son poste d'ouvrier<sup>79</sup>. À la limite, la critique de l'épouse pourrait apparaître comme une critique voilée, inoffensive, des bouleversements entraînés par le régime soviétique dans son ensemble. Ces déclarations s'assimilent à d'autres formes de rencontre entre vie personnelle et événements sociopolitiques, tels que les souligne Jochen Hellbeck à propos des journaux intimes de la période stalinienne<sup>80</sup>. Elles doivent se lire dans le cadre de la forme que constitue l'interrogatoire, puisque les interpellés ne peuvent se permettre un discours trop critique envers le régime, qui alourdirait leur condamnation, et insistent sur leur parcours personnel et les aléas de la vie qui les poussent à la fuite.

En matière d'organisation de la fuite, rares sont les personnes qui procèdent à une planification méticuleuse, sur le plan financier et organisationnel. La décision de fuite se cristallise brusquement, après une longue période de maturation. Le cas d'un Samson Rcheulishvili, qui détourne en 1928 des fonds de la coopérative où il travaille pour financer son départ à l'étranger et se procure un *Browning*, par l'entremise de son complice Vakhtang Garakanidze, apparaît comme une exception<sup>81</sup>. Cette exceptionnalité, conjointe aux amitiés menchéviques de Garakanidze, vaut aux deux individus cinq années de camp de concentration pour leur tentative de fuite. Dans la plupart des cas, les individus franchissent seuls la frontière, ou bien avec des compagnons trouvés en chemin et par hasard. C'est le fait de partager un dortoir de la société Azneft, à Batoumi, qui fait se rencontrer Boris Luganskij et Pavel Morozov. Dix jours après avoir fait connaissance, ils décident de fuir ensemble pour la Turquie<sup>82</sup>. Rares sont en réalité les individus qui disent avoir eu recours à un passeur. Ce sont essentiellement les fugitifs caucasiens, et surtout ceux originaires de la région frontalière elle-même, qui utilisent ces services<sup>83</sup>. Cette sous-représentation tendrait à confirmer l'efficacité des passeurs, qui amènent bien en lieu sûr leurs clients. En revanche, on

73. Protocole d'interrogatoire de Fedor Stojanov, 7 août 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3358-21, l. 20-21.

74. Décision du bataillon frontalier de Batoumi, 20 octobre 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3371-22, l. 25.

75. Décision du bataillon frontalier de Batoumi, 16 juillet 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3368-22, l. 21.

76. Décision du bataillon frontalier de Batoumi, 25 juillet 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3365-22, l. 24-25.

77. Sheila Fitzpatrick, *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times. Soviet Russia in the 1930s*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 122-125.

78. Extrait de protocole du collège de la GPU géorgienne pour les déportations administratives, 4 mars 1934, SSShA ShA, f. 6, d. 3359-21, feuillet non numéroté.

79. Protocole d'interrogatoire d'Afanasij Senachin, 6 juin 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3369-22, l. 7-8.

80. Jochen Hellbeck, *Revolution on my Mind. Writing a Diary under Stalin*, Cambridge (Ma.), Harvard University Press, 2006 ; I. Halfin, *From Darkness to Light. Class, Consciousness and Salvation in Revolutionary Russia*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000 ; B. Studer, B. Unfried et I. Herrmann (dir.), *Parler de soi sous Staline. La construction identitaire dans le communisme des années trente*, Maison des sciences de l'Homme, Paris, 2002.

81. Protocole d'interrogatoire de Samson Rcheulishvili, 31 mai 1928, SSShA ShA, f. 6, d. 2804-1, l. 13-14.

82. Protocole d'interrogatoire de Boris Luganskij, non daté (juillet 1933), SSShA ShA, f. 6, d. 3367-22, l. 10.

83. Protocole d'interrogatoire de Sefidur Eyüp Oğlu, 20 août 1935, SSShA ShA, f. 6, d. 3582-33, l. 9-10.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

observe dans presque tous les cas la présence dans les groupes de fugitifs d'un individu disposant d'une « expertise » du terrain, ou plus généralement de la transgression, qui donne l'impulsion à la fuite et en élabore les modalités. Il convient cependant de rappeler que les gardes-frontières laissent parfois sciemment passer des groupes de clandestins vers la Turquie, car des agents sont infiltrés parmi eux et mènent par la suite une activité de renseignement au sein de la communauté émigrée<sup>84</sup>.

### LA TURQUIE ET LA FRONTIÈRE

Ces exemples d'infiltration ne sont bien entendu pas ignorés par les autorités turques. En octobre 1930, les révélations du transfuge soviétique Giorgij Agabekov, ancien agent de la GPU transcaucasienne, lèvent en partie le voile sur l'activisme des services secrets soviétiques en Turquie et en Iran<sup>85</sup>. Ces révélations confirment une inquiétude, déjà existante chez les dirigeants kémalistes, quant à une possible subversion politique. La Turquie entre alors dans une phase paradoxale envers l'URSS. La coopération économique et politique entre les deux États connaît un grand activisme entre 1929 et 1933, illustré notamment par une succession de visites officielles, qui culminent avec le très médiatique voyage effectué en Turquie par le commissaire du peuple aux Affaires militaires et navales, Kliment Vorochilov, à l'occasion du dixième anniversaire de la république turque<sup>86</sup>. L'URSS octroie à cette occasion des aides financières et techniques qui soutiennent « l'étatisme » promu par le premier ministre turc Ismet İnönü, dans le cadre d'un plan quinquennal inspiré du modèle soviétique<sup>87</sup>. D'un autre

côté, néanmoins, une lutte acharnée est menée contre les communistes et les agents soviétiques sur le territoire turc, notamment illustrée en 1928-1929 par une série de procès publics contre des militants supposés du Komintern<sup>88</sup>. Cette politique a une traduction claire dans les zones-frontières, où les autorités turques multiplient les mesures de contrôle de la frontière et des régions adjacentes.

À un premier niveau, un net renforcement du dispositif de surveillance frontalière est observable. Le réseau des postes frontaliers est renforcé au début des années 1930 et la frontière turco-soviétique apparaît en 1935 comme la mieux surveillée des frontières turques. Dans un rapport présenté en décembre 1936, le général Seyfi Düzgören souligne les paradoxes de ce renforcement. S'il est en partie dirigé contre l'URSS, il s'inspire aussi largement des méthodes développées par les Soviétiques eux-mêmes dans la lutte contre la contrebande, les franchissements clandestins et la gestion des incidents frontaliers. Ce mimétisme se traduit jusque dans des aspects symboliques, puisque le recours à des emblèmes pour marquer le territoire turc n'est développé que sur ce secteur<sup>89</sup>. À ce renforcement matériel s'ajoutent des consignes de plus en plus strictes pour empêcher le passage des réfugiés venus d'URSS. Les premiers visés sont les réfugiés « non musulmans », mais à partir de l'automne 1933 l'interdiction est élargie dans un sens ethnique aux réfugiés qui n'appartiennent pas à l'ethnie turque<sup>90</sup>. Si certains arrangements restent apparemment possibles au niveau local, en particulier pour les populations adjares considérées comme proches culturellement et religieusement des Turcs, les expulsions vers le sol soviétique deviennent presque systématiques pour la majorité des réfugiés. Les Armé-

## Étienne forestier-peyrat ■

niens et Slaves sont particulièrement concernés. Cela débouche parfois sur des situations proches de l'absurde, comme dans le cas d'un certain Nubar Devletian, né à Istanbul en 1898 et ancien ressortissant ottoman. Entre octobre et novembre 1934, les autorités turques et soviétiques se renvoient à plusieurs reprises l'individu, le faisant tomber dans une apatridie de fait. Pour mettre un terme à cette série d'expulsions et tout en renonçant à statuer sur la nationalité, le commissariat à l'Intérieur de Transcaucasie décide de condamner Devletian à trois ans de camp à Karaganda<sup>91</sup>.

Le contrôle des réfugiés ne se limite pas au franchissement de la frontière, puisqu'un contrôle de la zone-frontière est mis en place. Bien qu'il n'atteigne pas les niveaux d'encadrement social observés du côté soviétique, il repose sur des mécanismes de coercition qui visent en particulier les réfugiés originaires d'URSS. C'est ainsi qu'à partir de 1930 sont multipliées les mesures de déportation des réfugiés hors des provinces frontalières, vers l'intérieur de la Turquie. Ces mesures révèlent l'ambiguïté de la relation qui se noue avec la Russie. Dans les échanges diplomatiques avec ce pays, ces mesures sont présentées comme un acte de bonne volonté, pour éloigner des réfugiés « antisoviétiques » occasionnant des troubles frontaliers. Elles répondent de fait aux demandes exprimées par la diplomatie soviétique envers un grand nombre de ses voisins, accusés d'héberger sur leur sol des activités séditionnelles et contre-révolutionnaires. Dans le même temps, ces éloignements visent à empêcher les Soviétiques d'utiliser ces réfugiés à des fins d'espionnage ou d'influence. Ils trouvent leur pendant dans les obstacles multipliés au fonctionnement des consulats soviétiques dans les provinces d'Anatolie orientale<sup>92</sup>. Sur le plan policier également, les autorités turques adoptent de nouvelles mesures de contrôle des populations, pour éviter l'émigration clandestine. Ces mesures font pendant à la sévérité accrue des tribunaux soviétiques envers les violeurs de frontières, de plus en plus condamnés aux travaux forcés ou aux camps<sup>93</sup>.

84. Voir le témoignage d'Ismail Akhmedov, *In and Out of Stalin's GRU: A Tatar's Escape from Red Army Intelligence* (1984), cité dans John J. Dziak, *Chekisty, a History of the KGB*, Lexington-Toronto, Lexington Books, 1988, p. 55-56.

85. Taline Ter-Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités du Moyen-Orient*, Paris, Presses de la FNSP, 1997, p. 142-144.

86. Erdal Aydoğan, « Kliment Yefromoviç Vorosilov'un Türkiye'yi Ziyareti ve Türkiye-Sovyet Rusya İlişkilerine Katkısı », *Ankara Türk Üniversitesi Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi*, n° 39, mai 2007, p. 337-357.

87. Samuel Hirst, « Anti-Westernism on the European Periphery. The Meaning of Soviet-Turkish Convergence in the 1930s », *Slavic Review*, vol. 72, n° 1, printemps 2013, p. 32-53.

88. Sir G. Clerk à Austen Chamberlain, 25 janvier 1928, TNA, FO 424/268, p. 32-33 ; Sir G. Clerk à Lord Cushendun, 14 août 1928, TNA, FO 424/271, p. 22 ; Bülent Gökay, *Soviet Eastern Policy and Turkey, 1920-1991*, Londres-New York, Routledge, 2006, p. 46-47.

89. Rapport du général Seyfi Düzgören à la première conférence des inspecteurs-généralux, Ankara, 10 décembre 1936 ; Cemil Koçak, M. Bülent Varlık (dir.), *Umumi Müfettişler Toplantı Tutanakları*, Ankara, Dipnot, 2010, p. 217-218.

90. Ces évolutions s'inscrivent dans le double contexte des exigences soviétiques et de la construction interne d'une identité nationale turque : Soner Çağaptay, *Türkiye'de İslam, laiklik ve milliyetçilik. Türk kimdir?*, Istanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2006, p. 145-146.

91. Protocole d'une session spéciale du NKVD de Transcaucasie, 4 mars 1935, SSShA ShA, f. 6, d. 3432-11, feuillet non numéroté.

92. Cela vaut en particulier pour le consulat soviétique à Kars : Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 16 avril 1931, Archives du premier ministre de la République Turque (BCA), 30.10.0/248.676.4.

93. Verdict du tribunal populaire d'Adigeni concernant Djafar Murat Oğlu, 22 octobre 1935, SSShA ShA, f. 6, d. 3588-22, feuillet non numéroté ; verdict du tribunal de district d'Akhalsikhe contre sept ressortissants soviétiques, 20 février 1935, SSShA ShA, f. 6, d3463-18, l. 46.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

L'action des autorités turques ne se limite pas aux seuls réfugiés soviétiques. Elle vise également les ressortissants turcs. Ceux qui reviennent, d'abord, sont soumis à une surveillance fréquente, en particulier lorsqu'ils ont fait l'objet d'un signalement des consuls turcs en URSS en raison de leurs sympathies communistes. Ainsi, retournant en Turquie au printemps 1930, le boulanger Ali Çolak Oğlu se voit arrêté au débarcadère à Constantinople et mène pendant plusieurs semaines une vie de fugitif, avant de décider de repartir pour le Caucase soviétique. Arrêté par les Soviétiques en repassant la frontière, il attribue la traque qu'il a subie au fait que l'ambassade turque à Moscou avait noté son implication dans l'*Interklub* de la ville<sup>94</sup>. Des mesures sont prises, en sens inverse, pour décourager l'émigration de travailleurs. Les migrants du littoral de la mer Noire se plaignent ainsi en 1932 des frais exorbitants prélevés par le gouvernement turc pour délivrer un visa de sortie<sup>95</sup>. Les velléités d'émigration restent cependant importantes, en raison de l'impact dramatique de la crise de 1929 sur la Turquie et sur ses provinces orientales en particulier<sup>96</sup>. Aussi, en dépit du renforcement du contrôle frontalier, les tentatives d'émigration vers l'URSS se maintiennent dans toute la première moitié des années 1930. Interrogés, les ressortissants turcs sont unanimes à dénoncer les « mauvaises conditions matérielles » en Turquie<sup>97</sup>. En 1935, un certain Mustafa Kulum Oğlu déclare ainsi savoir que « les paysans pauvres vivent mieux [en URSS] », car des proches le lui ont dit. « Il y a », poursuit-il, « chez vous beaucoup de travail, qui paie mieux qu'en Turquie<sup>98</sup> ». Les autorités turques tentent de compenser cet exode par des mesures de développement économique local, à travers de grands

projets d'infrastructures urbaines ou rurales<sup>99</sup>.

L'action de l'État turc à la frontière, si elle ne doit pas être surestimée dans son efficacité, entraîne néanmoins un certain nombre de revers pour le fonctionnement des services soviétiques en Anatolie orientale. Les sources révèlent la méfiance accrue des gardes-frontières soviétiques envers les agents qu'ils recrutent. Le cas du ressortissant turc Mirza Kasım Oğlu, recruté en 1931 après avoir contribué à l'exfiltration d'un agent de la Tchéka ayant tué deux gendarmes turcs, illustre ces tensions. Il reconnaît ultérieurement que les avantages matériels significatifs offerts par les Soviétiques ont joué un rôle décisif dans son engagement. Mirza Kasım Oğlu sert d'agent de liaison pour plusieurs fonctionnaires turcs qui informent les Soviétiques, dont une source apparemment importante dans l'administration frontalière, surnommée « Shah ». Néanmoins, la politique de mutations fréquentes voulue par les Kémalistes en Anatolie orientale tend à désorganiser ces réseaux établis dans les années 1920. De plus, Mirza Kasım Oğlu est accusé de transmettre des informations peu fiables sur les attaques de bandits et de se livrer de manière excessive à la contrebande de chevaux et de marchandises<sup>100</sup>. À l'automne 1932, la GPU d'Akhhaltsikhe lui signale qu'il n'est désormais plus le bienvenu en territoire soviétique. Un retour clandestin lui vaut d'être arrêté en janvier 1933 lors d'un séjour près d'Akhhaltsikhe<sup>101</sup>. Les gardes-frontières le soupçonnent d'avoir été retourné par les Turcs. L'acte d'accusation conclut que « son dernier séjour, qui a manifestement un but de provocation, a été à coup sûr initié par les gardes-frontières turcs », ce qui justifie son expulsion accélérée d'Adjarie vers la Turquie

## CONCLUSION

L'étude des archives soviétiques confirme l'existence d'importantes circulations à la frontière turco-soviétique dans l'entre-deux-guerres. Ces circulations voient une imbrication de déplacements locaux, qui font partie intégrante du système frontalier, et régionaux, qui témoignent du maintien de véritables migrations entre Turquie et Union soviétique. À travers le port de Batoumi, principale ouverture maritime du Caucase sur le monde extérieur, l'Adjarie sert également de nœud de circulations internationales. L'ouverture de la frontière turco-soviétique dans les années 1920 s'explique en majeure partie par la politique soviétique envers la Turquie. Elle contraste avec les nombreuses mesures de contrôle frontalier qui caractérisent déjà une frontière européenne marquée par de fortes tensions politiques, avec la Pologne et la Roumanie en particulier<sup>102</sup>. Alors que la frontière européenne de l'URSS constitue déjà une ligne de démarcation entre monde communiste et monde capitaliste, la frontière caucasienne demeure plus ambiguë. Il faut attendre les années 1930 – et surtout le début de la Guerre froide – pour que cette dimension soit peu à peu affirmée par les autorités soviétiques, en lien direct avec l'épisode de fuite de citoyens auquel est confronté le régime. La montée des tensions internationales touche également la frontière caucasienne, sur laquelle les préoccupations liées à l'espionnage ou à la sédition augmentent. Les différentes formes de circulation frontalière sont directement affectées par les nouvelles politiques qui découlent de ces inquiétudes. Cependant, la fermeture de la frontière qui s'observe dans les années 1930 ne peut s'expliquer que par la prise en compte simultanée des intérêts et politiques du côté turc. Pour un État turc en construction et en quête d'affirmation de souveraineté dans ses provinces orientales, le modèle soviétique de contrôle territorial et frontalier exerce dans les années 1930 une influence nette. Les mesures prises par l'URSS en Adjarie pour réduire les circulations frontalières se trouvent ainsi dupliquées par l'État turc, qui contribue à la transition vers une frontière close. Si la Turquie ne recourt jamais à un niveau de coercition similaire à celui des Soviétiques dans le contrôle de la frontière, elle joue un rôle important dans la production du nouveau régime frontalier. Le cas de la frontière adjare

94. Lettre du chef du bataillon frontalier de Batoumi au Département opérationnel de l'OGPU, 18 août 1930, SSShA ShA, f. 6, d. 3072-21, l. 5-7.

95. Protocole d'interrogatoire de Mevlud Bacak Oğlu, 17 juillet 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3241-15, l. 12.

96. Pour un tableau récent de la crise en Turquie, voir Alev Gözcü, *1929 Dünya Ekonomik Buhranı ve Türkiye*, Istanbul, Libra, 2013 ; sur la situation de l'Anatolie orientale, voir par exemple le Rapport de l'attaché militaire Helm, juillet 1929, TNA, FO 424/271, p. 28-40 ; le Rapport de M. Roberts et M. Ravensdale sur les *vilayets* d'Anatolie orientale, juillet 1931, TNA, FO 424/275, p. 6-21

97. Décision du plénipotentiaire du bataillon frontalier de Batoum concernant Osman Karaba Oğlu, 26 octobre 1932, SSShA ShA, f. 6, d. 3230-14, l. 9.

98. Protocole d'interrogatoire de Mustafa Kulum Oğlu, 2 mai 1935, SSShA ShA, f. 6, d. 35190-52, l. 49-50.

99. Cemil Koçak, *Umûmî Müfettişlikler (1927-1952)*, Istanbul, İleti im Yayınları, 2003, p. 193-197.

100. Acte d'accusation de Mirza Kasım Oğlu, 26 mai 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3346-18, l. 35.

101. Décision du plénipotentiaire du bataillon frontalier d'Akhalsikhe, 10 mars 1933, SSShA ShA, f. 6, d. 3346-18, l. 7.

102. Voir Sabine Dullin, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

## ■ dans les forêts d'adjarie...

illustre de la sorte deux aspects d'une nécessaire reconsidération historique des frontières soviétiques. D'une part, la mise en avant de la chronologie fine qui caractérise ces frontières dans l'entre-deux-guerres et n'aboutit que progressivement à une fermeture. D'autre part, l'intégration de cette histoire des politiques soviétiques de contrôle territorial dans une étude plus large des pratiques de contrôle frontalier dans l'espace eurasiatique, prenant en compte les coopérations et conflits de l'URSS avec les états voisins. Dans cette perspective, les multiples dimensions de la frontière apparaissent comme une piste fructueuse de relecture des relations internationales de l'Union soviétique. ■

*Une version préliminaire de cet article a été présentée en novembre 2014 au séminaire « Le Caucase entre les empires » (EHESS). L'auteur tient à remercier son organisatrice, Claire Mouradian, ainsi que Silvia Serrano et les autres participants du séminaire pour leurs remarques et suggestions.*

**Étienne Forestier-Peyrat**

Étienne Forestier-Peyrat est doctorant en histoire contemporaine au Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP, Paris). Sa thèse porte sur les transformations des interactions frontalières entre Turquie, Iran et Russie au Caucase, entre 1905 et 1937. Il a récemment publié « Red Passage to Iran: The Baku Trade Fair and the Unmaking of the Azeri Borderland, 1922-1930 », *Ab Imperio*, 4/2013, p. 79-112.